Monsieur Sergueï Belekseyev est un ressortissant russe résidant dans la commune de Riazan, faisant partie du district fédéral de Riazan (oblast de Riazan) et située à environ 230 km au sud de Moscou. Citoyen engagé et militant de la cause homosexuelle, il voit progressivement certaines régions de son pays adopter des lois homophobes.

Le 3 avril 2006, la Douma (assemblée parlementaire régionale) de Riazan adopte une loi sur la protection de la moralité et de la santé des enfants et interdit les activités publiques destinées à promouvoir l’homosexualité dans cette région. La Douma de Riazan adopte également une loi qui condamne à une amende administrative toute activité publique de promotion de l’homosexualité dans cette région.

Sergueï Belekseyev est choqué par cette loi qu’il juge discriminatoire. Aussi, il décide d’aller manifester statiquement devant un établissement d’enseignement secondaire à Riazan, en brandissant 2 banderoles sur laquelle il est écrit que « l’homosexualité est normale », et « je suis fier de mon homosexualité ». À la suite de cette manifestation, il est poursuivi en justice pour avoir commis l’infraction administrative de promotion publique de l’homosexualité.

Par jugement rendu le 6 avril 2009, le juge de paix de l’oblast de Riazan déclare Sergueï Belekseyev coupable et le condamne à payer une amende de 1500 roubles (environ 134 euros). Sergueï Belekseyev fait appel du jugement devant le tribunal du district d’Oktyabrskiy, lequel rejette son recours et confirme la condamnation le 14 mai 2009.

Sergueï Belekseyev saisit la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie. Il conteste la compatibilité de la loi régionale de Riazan sur la protection de la moralité et de la santé des enfants avec les principes d’égalité de traitement et de la liberté d’expression garantis par la Constitution russe.

Le 19 janvier 2010, la Cour constitutionnelle rejette le recours de Sergueï Belekseyev en considérant qu’il incombe aux régions de la Fédération de Russie de prendre les mesures visant à protéger les enfants contre la propagande et le militantisme qui pourraient porter préjudice à la santé et au développement intellectuel, psychologique et moral des enfants, susceptibles de susciter des représentations faussées des modèle de relations familiales qui sont socialement admis et qui correspondent aux valeurs morales de la société russe.

Sergueï Belekseyev estime que la motivation de la Cour constitutionnelle de Russie est contraire au principe d’égalité de traitement et à la liberté d’expression. Il a épuisé toutes les voies de recours judiciaires dans son pays, mais loin de se décourager, il décide de saisir la Cour Européenne des Droits de l’Homme.

Il se tourne vers un cabinet d’avocat pour assurer sa défense, et une requête est déposée contre le Gouvernement russe le 13 juillet 2010 auprès de la Cour strasbourgeoise.

Alors que l’affaire est en cours d’instruction devant la Cour Européenne des Droits de l’Homme (elle n’est pas encore audiencée), Sergueï Belekseyev apprend le 29 juin 2013 que l’Assemblée parlementaire fédérale de Russie vient d’adopter une loi interdisant sur l’ensemble du territoire fédérale la promotion des relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs, et accompagne cette interdiction d’une sanction administrative. Cette loi a pour effet de généraliser sur l’ensemble du territoire russe l’interdiction de la promotion des relations homosexuelles.

Votre éminent cabinet d’avocat a reçu mission de défendre le Gouvernement Russe contre les allégations de violation combinée des articles 10 (liberté d’expression) et 14 (discrimination) de la Convention Européenne des Droits de l’Homme. Vous avez la charge du dossier.

*Ce que dit le droit russe…*

**Constitution russe du 12 décembre 1993 :**

* **Article 19 :**

1. Tous les hommes sont égaux devant la loi et la justice.

2. L'État garantit l'égalité des droits et des libertés de l'homme et du citoyen indépendamment du sexe, de la race, de la nationalité, de la langue, des origines, de la situation patrimoniale et professionnelle, du lieu de résidence, de la religion, des convictions, de l'appartenance à des associations de masse, ainsi que de tout autre circonstance. Toute forme de limitation des droits des citoyens en fonction de leur appartenance à un groupe social, racial, national, linguistique ou religieux est interdite.

3. L'homme et la femme jouissent des mêmes droits et libertés et des mêmes possibilités de les exercer.

* **Article 29 :**

1. La liberté de pensée et de parole est garantie à chacun.

2. La propagande ou l'agitation incitant à la haine et à l'hostilité sociale, raciale, nationale ou religieuse ne sont pas tolérées. La propagande en faveur d'une supériorité sociale, raciale, nationale, religieuse ou linguistique est interdite.

3. Nul ne peut être contraint à exprimer ses opinions et convictions ou à les renier.

4. Chacun a le droit de chercher, d'obtenir, de transmettre, d'émettre et de diffuser librement des informations par tout moyen légal. La liste des informations constituant un secret d'État est établie par la loi fédérale.

5. La liberté des médias est garantie. La censure est interdite.

* **Article 55 § 3 :**

Les droits et libertés de l'homme et du citoyen ne peuvent être limités par la loi fédérale que dans la mesure où cela est indispensable pour protéger les fondements du régime constitutionnel, les bonnes mœurs, la santé, les droits et les intérêts légitimes d'autres personnes, pour assurer la défense du pays et la sécurité de l'État.

**Lois russes interdisant la promotion publique de l’homosexualité :**

* **Article 3.1° de la loi n° 182-OZ de l’oblast de Riazan sur la protection de la moralité et de la santé des enfants** :

« Les activités publique destinées à promouvoir l’homosexualité auprès des mineurs sont passibles d’une amende administrative de 1500 à 2000 roubles pour les particuliers, de 2 000 à 4 000 roubles pour les fonctionnaires et de 10 000 à 20 000 roubles pour les personnes morales. ».

* **Article 5 de la loi fédérale sur la protection des enfants contre les informations susceptibles de nuire à leur santé et à leur développement (extrait) :**

« Il est interdit de diffuser auprès d’enfants des informations qui : […]

4) nient les valeurs de la famille, font la promotion des relations sexuelles non traditionnelles et engendrent de l’irrespect à l’égard des parents ou d’autres membres de la famille ».

* **Article 6.21 de la loi fédérale n°135-FZ du 29 juin 2013 modifiant le Code des infractions administratives comme suit :**

« La promotion des relations sexuelles non traditionnelles auprès des mineurs par la diffusion d’informations destinées à susciter chez eux une orientation sexuelle non traditionnelle, à promouvoir l’attrait des relations sexuelles non traditionnelles, à créer une image faussée d’équivalence sociale entre relations sexuelles traditionnelles et relations sexuelles non traditionnelles ou à imposer des informations sur les relations sexuelles non traditionnelles, à susciter de l’intérêt pour pareilles relations, si ces activités n’impliquent pas des actes réprimés par le droit pénal, sera passible d’une amende administrative de 4 000 à 5 000 roubles pour les particuliers, de 40 000 à 50 000 roubles pour les fonctionnaires et, pour les personnes morales, d’une amende de 800 000 à 1 000 000 roubles ou d’une suspension administrative de leurs activités pendant 90 jours au maximum. »

*Pistes de recherches (facultatives et non exhaustives) :*

***Arguments en faveur du Gouvernement russe :***

* Rechercher l’arrêt de la CEDH *Dudgeon contre Royaume-Uni* (22 octobre 1981)
* Rechercher sur l’arrêt de la CEDH *Vejdeland et autres contre Suède* (9 février 2012)

***Arguments en faveur du requérant Sergueï Belekseyev***

* Rechercher l’avis de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), rendu les 14-15 juin 2013
* Rechercher l’avis du Comité des droits de l’Homme des Nations Unies, rendu le 30 novembre 2012 (*Fedotova c. Fédération de Russie*)
* *Questions/Réponses*

**Quel est le nom du requérant (la supposée victime) ?** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Quel est l’Etat en défense ?** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Cet Etat est-il membre du Conseil de l’Europe ?** OUI NON

**Les conditions de recevabilité sont-elles remplies ?** OUI NON

* Requête dirigée contre un Etat membre du Conseil de l’Europe
* Délai de 6 mois
* Epuisement des voies de recours internes (toutes les possibilités judiciaires de régler le problème en Grèce ont-elles été exploitées ?)
* Préjudice important. Lequel ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Quelle est l’identité de votre client (requérant ou Etat en défense) ?**

REQUERANT ETAT

**Quel est le point de vue que vous devez défendre ?**

Démontrer qu’il y a eu discrimination

Démontrer qu’il n’y a pas eu de discrimination

**Selon, vous, d’autres droits protégés par la Convention européenne des droits de l’Homme sont-ils visés dans l’affaire ?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**En conclusion, quels articles de la Convention européenne des droits de l’Homme peuvent être présentés par la requérante ?**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Comment pouvez-vous utiliser la jurisprudence « Linguistique belge » pour défendre votre partie ?**

En démontrant que les 4 conditions constitutives d’une discrimination sont remplies

En démontrant que les 4 conditions ne sont pas remplies (en ce cas, quelle condition n’est pas remplie ?)

Arugmentez :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Comment allez-vous utiliser le droit russe et les pistes de recherches suggérées pour défendre votre cliente ? (si vous ne comptez pas utiliser le texte, n’indiquez rien en-dessous) :**

* Constitution russe :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Lois régionale et fédérales interdisant la promotion publique de l’homosexualité, et instaurant une sanction administrative :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Avis rendus par d’autres instances européennes ou internationales :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

* Jurisprudence (arrêts) rendues par la Cour Européenne des Droits de l’Homme :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**LEXIQUE :**

**Constitution** : C’est un ensemble de textes juridiques qui définit les différentes institutions composant l’État et qui organise leurs relations. Elle peut comporter également une charte, une déclaration des droits fondamentaux, c’est le cas pour la Constitution française qui s’applique depuis 1958.

**Jurisprudence** : c’est l'ensemble des décisions précédemment rendues par une juridiction (par des juges).

Pour défendre son cas devant la Cour, on peut faire référence à sa jurisprudence, c'est-à-dire à des décisions qu’elle a rendues précédemment.